



HAL
open science

Tchéchénie : derrière la “ stabilisation ”, déni de droits et répressions

Anne Le Huérou

► **To cite this version:**

Anne Le Huérou. Tchéchénie : derrière la “ stabilisation ”, déni de droits et répressions. 2017.
halshs-01666866

HAL Id: halshs-01666866

<https://shs.hal.science/halshs-01666866>

Submitted on 19 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Tchéchénie : derrière la « stabilisation », déni de droits et répressions

Anne Le Huérou, sociologue, maître de conférences à l'Université Paris-Nanterre

Après deux conflits armés d'une très grande brutalité (1994-1996 et 1999-2009), ayant opposé les partisans de l'indépendance du territoire tchéchène aux forces fédérales russes, la République de Tchétchénie est gouvernée par un dirigeant parfaitement loyal à V. Poutine, R. Kadyrov, qui dispose d'une carte blanche pour mener sur son territoire les actions et politiques dans le plus grand arbitraire. Avec à la clé une répression toujours très présente contre toute manifestation de désaccord ou de « déviance » comme viennent de le rappeler les révélations récentes concernant la répression des homosexuels en Tchétchénie.

Quand on reparle de la Tchétchénie...

Début avril 2017, une enquête du journal russe indépendant *Novaïa Gazeta* faisait état d'une campagne massive de répression de personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être en République de Tchétchénie. Au prétexte de la colère provoquée à Grozny par une demande des organisations LGBT de Russie de tenir des Gay Pride dans l'ensemble des régions de la Fédération de Russie, une centaine d'entre elles auraient été arrêtées et détenues dans des lieux secrets, battues, torturées et au moins trois seraient mortes. Rapidement confirmées par des organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Amnesty ou Human Rights Watch qui ont pu s'entretenir avec des victimes, – dont plusieurs ont réussi depuis à quitter la République – relayées par les médias nationaux et internationaux, reprise par les chancelleries occidentales et par Angela Merkel lors de son voyage à Moscou début mai, ces révélations ont même déclenché une timide réaction des pouvoirs publics fédéraux qui ont demandé des « éclaircissements » aux autorités judiciaires de la République de Tchétchénie.

Une campagne incluant aussi la situation des homosexuels dans le Donbass vient d'être lancée¹ et plusieurs associations LGBT ont déposé une plainte à la CPI contre la Russie.

Cet événement, outre ce qu'il contient de particulièrement grave en lui-même en termes de discriminations, de violence, et de violations des droits fondamentaux des personnes concernées, met en lumière plusieurs des principaux enjeux de la Tchétchénie aujourd'hui : l'arbitraire des forces de l'ordre qui combattent en toute impunité la moindre manifestation de critique ou simplement de comportement s'écartant de la norme rigoriste que le régime de R. Kadyrov a imposé à toute la société ; une population largement traumatisée par les deux conflits et la brutalité du régime, dont le silence ou le repli sur les valeurs d'une « tradition » réinventée par le régime lui permettent d'autant plus facilement de se maintenir ; et enfin une relation de plus en plus ambiguë entre la République de Tchétchénie et les autorités fédérales à Moscou : de plus en plus souvent décrite comme « un État dans l'État », la Tchétchénie semble souvent hors de contrôle des autorités fédérales, tandis que le système de loyauté personnelle entre R. Kadyrov et V. Poutine continue à ce jour à fonctionner à l'avantage des deux parties selon un pacte assez explicite : la « sécurisation » de la Tchétchénie est assurée, de manière relativement « satisfaisante » pour Moscou, par les forces du régime de Ramzan Kadyrov, en échange de quoi les autorités fédérales ferment les yeux sur les excès internes du régime.

Depuis deux ou trois ans cependant, plusieurs éléments sont venus contrarier cette relation et jeter le doute sur sa viabilité à long terme, tandis que la pression du régime sur la société ne se relâche pas bien au contraire.

Un consensus effrité ?

Malgré la reconduction prévisible de R. Kadyrov à la tête de la Tchétchénie avec... 98 % des suffrages en septembre 2016, et les apparences d'une adhésion majoritaire au régime, des tensions et désaccords se manifestent dans la population avec plusieurs caractéristiques : il s'agit souvent de manifestations individuelles et spontanées, sur des thèmes relatifs à la corruption et à la situation socio-économique, et qui s'appuient sur les réseaux sociaux en prenant souvent la forme de messages vidéo adressés à visage découvert. Ces

1. « #StopLGBTpersecution : solidarité avec les personnes LGBT de Tchétchénie et du Donbas », FIDH, <https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/stoplgbtpersecution-la-campagne-internationale-de-solidarite-avec-les> [consulté le 17 juin 2017].

personnes, que certains n'ont pas hésité à qualifier de « lanceurs d'alertes » et dont plusieurs rapports récents documentent les récits², subissent des repréailles, parfois sous forme de séances d'humiliations publiques visant à les désigner comme des éléments marginaux réprouvés par la société.

Oser mettre en lumière publiquement des problèmes économiques ou sociaux pouvait pourtant apparaître comme une possibilité indirecte d'exprimer l'exaspération de la population en évitant une critique directe du système politique. En effet, les pièces maîtresses du dispositif de pouvoir en place à Grozny, que l'ONG Memorial n'hésite pas à qualifier d'« État totalitaire dans l'État »³, sont la recherche d'un contrôle total sur la population afin d'éviter toute voix discordante d'une part, et la poursuite par la pression et la violence de personnes suspectées d'avoir, de près ou de loin, participé un jour à la lutte armée ou simplement exprimé des sympathies à son égard, d'autre part. Ce dernier élément est ce qui permet à R. Kadyrov d'assurer à Moscou que la sécurisation du territoire et la liquidation de ce qui pourrait subsister de résistance armée sont assurés. En conséquence, les jeunes hommes en particulier continuent d'être la cible d'arrestations par les forces de l'ordre, suivies selon les cas de détention accompagnée de mauvais traitement et tortures, de disparitions ou d'exécutions. La mise à l'écart des principaux défenseurs des droits de l'homme dans la région rend de plus en plus difficile tout travail d'enquête sur les violations.

Au-delà de ces prises de position critiques dans l'espace virtuel, les fissures dans le consensus s'expriment aussi, de manière persistante même si non massive, par des attaques armées contre des membres des forces de l'ordre. Ces attaques entraînent des opérations de repréailles très étendues dont la caractéristique principale est de prendre pour cible les familles des auteurs de ces attaques, en brûlant par exemple des maisons pour obliger ces familles à quitter le territoire de Tchétchénie.

En février 2017, une attaque meurtrière a pris pour cible des membres de la Garde Nationale, une nouvelle division fédérale de la police dont des unités sont stationnées en Tchétchénie et dont la présence doit permettre aux structures régaliennes

fédérales de reprendre pied sur le territoire de la Tchétchénie. Cette attaque a été perçue comme un affront particulier contre le président R. Kadyrov qui se fait fort de garantir la sécurité dans la république, *a fortiori* s'il s'agit de protéger des forces fédérales.

Une loyauté sans faille ?

Cet épisode permet d'illustrer l'ambiguïté de cette relation de loyauté et de dépendance entre le président tchétchène et V. Poutine, loyauté qui a pris parfois la forme de démonstrations de force – comme en décembre 2014, lorsque défilent dans un stade plusieurs milliers d'hommes surarmés, présentés par R. Kadyrov comme « l'infanterie combattante de Poutine prête à obéir à n'importe quel ordre »⁴, et à s'engager pour la défense de la Russie – ou d'une participation bien réelle à des opérations armées extérieures de la Russie : après la Géorgie à l'été 2008, la présence de bataillons tchétchènes aux côtés des séparatistes du Donbass a été remarquée, avant que l'engagement militaire russe en Syrie ne soit l'occasion d'une véritable promotion des forces tchétchènes envoyées en Syrie pour y combattre l'État islamique, mais aussi y retrouver d'autres Tchétchènes, partis eux rejoindre les rangs des organisations djihadistes armées.

En échange de cette loyauté, R. Kadyrov a depuis des années « carte blanche » pour mener comme il l'entend les politiques internes, qu'il s'agisse de maintien de l'ordre, de culture, d'éducation, de religion et de mœurs. Nombre des « lois » sous lesquelles vivent aujourd'hui les habitants de Tchétchénie sont contraires à la Constitution de la Fédération de Russie – alors que la Tchétchénie est officiellement une entité fédérée de la Fédération et doit donc s'inscrire dans un ordre juridique conforme à la Constitution fédérale - ne semble pas pour l'instant gêner outre mesure Moscou, sauf lorsque l'arbitraire ou la violence franchit un certain seuil « d'inconfort » pour le Kremlin, par exemple lors de l'assassinat de Boris Nemtsov, dont les auteurs présumés sont tchétchènes et pour certains proches de R. Kadyrov. Mais de manière générale, cette situation d'« État dans l'État » convient à un régime qui a lui-même mis en place de nombreuses lois attentatoires aux libertés ou sources de discriminations. C'est notamment le cas pour

2. Voir notamment le rapport *Like Walking a Minefield. Vicious Crackdown on Critics in Russia's Chechen Republic*, Human Rights Watch, 30 août 2016, <https://www.hrw.org/report/2016/08/30/walking-minefield/vicious-crackdown-critics-russias-chechen-republic> ; voir également le rapport de l'ONG Memorial, *Counter Terrorism in the North Caucasus : a human rights perspective*, 2014-première moitié 2016, http://memohrc.org/sites/default/files/doklad_severnny_kavkaz_-_angl.pdf, le rapport *Chechnya, an Inner Abroad*, ICG, 2015, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/russianorth-caucasus/chechnya-inner-abroad>, et le long reportage d'octobre 2016 publié par Elena Milachina dans *Novaya Gazeta* (en russe), « Malédiction à l'Ichkérie », <https://www.novayagazeta.ru/articles/2016/10/03/70025-proklyatie-ichkerii-doklad-novoy-gazety> [consulté le 17 juin 2017].

3. Dans son rapport *Counter Terrorism in the North Caucasus*, op. cit.

4. A. Bowen, « Kadyrovtsy: 'Vladimir Putin's Combat Infantry' and Ramzan Kadyrov's Henchmen », *The Interpreter*, 10 juin 2015, <http://www.interpretermag.com/kadyrovtsy-vladimir-putins-combat-infantry-and-ramzan-kadyrovs-henchmen> ; « Boevaya pekhota Putina gotova k liubomu prikazu », <http://dayz3.ru/watch/Zvuv8D7zzQ4/chechnya-groznyjj-kadyrov-boevaya-pekhotaputina-gotova-k-liubomu-prikazu.html> [consulté le 17 juin 2017].

la question LGBT : les autorités tchétchènes peuvent se permettre ces pratiques ouvertement répressives à l'égard des homosexuels parce que le contexte russe à ce sujet est lui-même propice aux discriminations, notamment depuis la loi de 2013 sur la propagande homosexuelle à l'égard des mineurs qui justifient de nombreuses mesures répressives.

Menaces sur les réfugiés tchétchènes en Europe ?

Depuis quelques années, sous l'effet de plusieurs facteurs, la situation des tchétchènes réfugiés en Europe est également de plus en plus préoccupante. À commencer par l'arrivée sur le territoire de l'UE, rendue ces derniers mois encore plus difficile qu'auparavant avec la quasi-fermeture de la frontière polono-biélorusse à Terespol et la présence de centaines de demandeurs d'asile bloqués aux abords de ce poste. Ensuite, les refus d'asile, de plus en plus fréquent, qui viennent malheureusement conforter la politique d'incitation au retour de R. Kadyrov, en particulier envers ceux qui auraient participé ou sympathisé avec le mouvement séparatiste. Le pouvoir tchétchène n'hésite pas à exercer de fortes pressions en ce sens sur les familles. Plusieurs Tchétchènes, contraints de rentrer en Tchétchénie après avoir demandé l'asile sans succès en Europe,

ont été soumis à des arrestations, des tortures voire des exécutions extrajudiciaires. Plus récemment enfin, un problème nouveau a émergé, conséquence directe des politiques de lutte contre le terrorisme et de leur caractère répressif indiscriminé qui a touché à plusieurs reprises des Tchétchènes ayant obtenu le statut de réfugié en France, voire y ayant grandi et passé la plus grande partie de leur vie : certains, objets de poursuite pour « radicalisation » ou pour s'être rendus en Syrie sont expulsés vers la Russie au lieu de faire l'objet d'une procédure en France, ce qui fait craindre des menaces pour leur vie et leur sécurité. Les conditions de ces expulsions sont telles que la personne ne peut exercer son droit effectif à un appel auprès de la CEDH⁵.

La campagne de soutien aux homosexuels victimes de violences en Tchétchénie permettra-t-elle une prise de conscience auprès d'un public plus large que celui des spécialistes de la Russie et du Caucase ? Dans son ensemble, la société tchétchène vit toujours dans un « après-guerre sans paix », sans perspective autre à court terme que d'accepter le régime de R. Kadyrov, pour une toute petite minorité le combattre par les armes, ou le fuir sans certitude d'être accueillie dans une Europe dont les portes se ferment de plus en plus souvent.

5. « Les Tchétchènes, entre extermination, exil et anti-terrorisme », Paris-Luttes Info, 19 avril 2017, <http://paris-luttes.info/les-tchetchenes-entre-7927?lang=fr> [consulté le 17 juin 2017].

Conflit du Haut-Karabakh : vers un effondrement de l'équilibre stratégique et militaire entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Par **Sophie Clamadiou**, chercheuse en droit international public, co-fondatrice du Centre de recherche « Caucasus Initiative »

Le parti de l'actuel président de la République d'Arménie, Serge Sargsyan, est sorti vainqueur des élections législatives du 2 avril 2017. Sans surprise, la question de la résolution du conflit du Haut-Karabakh s'est naturellement imposée comme l'un des sujets clefs de la campagne électorale¹. Le scrutin intervenait un an exactement après l'éclatement de la « Guerre des quatre jours » ayant opposé forces arméniennes et karabakhies aux forces azéries le

long de la frontière *de facto* entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan. Les affrontements, qui furent les plus meurtriers depuis la fin du conflit de 1988-1994, avaient alors montré le caractère fragile du cessez-le-feu conclu en 1994.

L'émergence d'un conflit identitaire

Enclave située au sein de l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh – également appelé « Artsakh » – qui abrite actuellement une population d'environ 149 000 habitants sur un espace de la taille d'un département français, est un État non-reconnu par la société internationale dont le territoire est contesté par les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises. Rattaché au territoire administratif de Bakou par les soviétiques en

1. S. Markedonov, « What's at stake in the Armenian elections? », *Carnegie Moscow Center*, 14 mars 2017.